

2 Politique

Résolution du Parlement européen sur la situation politique au Gabon

Le gouvernement dénonce un acharnement

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Au cours de la conférence de presse qu'il a animée, hier, à la Maison-Rawiri, le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a marqué l'étonnement de l'Exécutif de constater que "ces eurodéputés" ne prennent pas en compte les évolutions faites pour l'apaisement du climat politique au Gabon. Occasion également pour le ministre de la Communication d'évoquer avec la presse, d'autres sujets d'actualité.

LE gouvernement par la voix de son porte-parole s'est prononcé, hier, sur la résolution prise par le Parlement européen sur la situation politique au Gabon. C'était à la faveur de la conférence de presse qu'il a animée à la Maison Rawiri. Face aux journalistes, Alain-Claude Bilie-By-Nze a fustigé l'attitude des Eurodéputés qui, selon lui, ne tiennent pas compte de l'évolution en matière d'apaisement du climat politique. Il a cité entre au-



Photo : COE

Les journalistes ont assisté à cette conférence de presse.

tres, le Dialogue politique qui s'est tenu il y a quelques mois à Angondjé, les résolutions de ces assises et l'apaisement qui prévaut dans le pays. Fort de cela, l'équipe gouvernementale "Issoze Ngonde II" a joint sa voix à celle du Sénat pour "dénoncer cet acharnement que rien ne justifie". En outre, le ministre a indiqué qu'à l'heure actuelle, l'Exécutif a comme priorité, la réforme des institutions pour que le peuple gabonais, lui-même, soit maître de son destin. Il

serait temps, a-t-il souhaité, "que les pays africains dont le nôtre cessent de regarder vers l'Europe pour attendre une certaine bénédiction". En plus de cette question relative à la résolution du Parlement européen, Alain-Claude Bilie-By-Nze a par ailleurs évoqué avec ses interlocuteurs, d'autres sujets. Notamment, la rentrée scolaire à venir. Selon le ministre de la Communication, le gouvernement n'entend pas vivre cette année scolaire comme la précédente. Raison pour laquelle,

a-t-il indiqué, "le gouvernement travaille à ce que de manière progressive, les revendications des enseignants trouvent satisfaction". Et d'ajouter : "L'intérêt c'est de faire en sorte que le dialogue soit permanent avec les partenaires. Le but est d'aller vers l'apaisement hors tension sociale et politique. Le dialogue social va être au cœur de l'action gouvernementale".

En revenant sur le récent séminaire gouvernemental organisé au Cap-Estérias,



Photo : COE

Le porte-parole du gouvernement a donné la position de son équipe sur la résolution de l'UE.

l'orateur a précisé à nouveau l'objectif des dites assises. Il ne s'agissait pas, a-t-il précisé, de "réinventer des stratégies gouvernementales. C'était un séminaire d'immersion. Il était question pour les membres du gouvernement, en l'occurrence les nouvelles personnalités entrantes, de se familiariser avec les enjeux, la méthode de travail gouvernementale. Aussi, la présentation à nouveau des grands axes du Plan de relance de l'économie".

Le porte-parole du gouver-

nement a également évoqué l'accident de circulation qui a eu lieu à Kango vendredi dernier. Occasion pour lui, de rappeler les mesures prises par l'Exécutif à ce sujet.

En outre, le séjour du président de la République, Ali Bongo Ondimba, aux Etats-Unis, n'était pas en reste. A en croire le ministre de la Communication, différentes activités du chef de l'Etat en marge de la 72e Assemblée générale des Nations Unies sont "un franc succès diplomatique".

L'UFPDG condamne une atteinte à notre souveraineté

J-C.A

Libreville/Gabon

Pour la porte-parole de cet organe spécialisé du parti au pouvoir, la démarche des Eurodéputés rame à contre-courant du processus d'apaisement du climat politique initié par les plus hautes autorités de la République.

L'UNION des femmes du Parti démocratique gabonais (UFPDG) a saisi l'occasion de la Journée internationale de la Paix, jeudi dernier, pour s'insurger contre le vote d'une résolution sur notre pays par le Parlement européen. C'était, à la faveur d'un point de presse tenu au siège de cet organe spécialisé du parti au pouvoir, sis au quartier London, dans le 4e arrondissement de la



Photo : J-C.A

Albertine Tsamion, porte-parole de l'UFPDG.

commune de Libreville. Par la voix de leur porte-parole, Albertine Tsamion, le directoire de l'UFPDG a, au préalable, tenu à réaffirmer leur ancrage à la paix, avant d'inviter les Gabonaises de tous bords à magnifier le vivre ensemble dans le respect de l'autre, la dignité et la tolérance. A

l'entendre, cet héritage légué par les pères fondateurs de notre Nation ne peut être bradé sur l'autel des ego et des ambitions personnelles de certains acteurs politiques. A cet égard, a-t-elle indiqué, le chef de l'Etat n'a eu de cesse, depuis son accession à la magistrature suprême,



Photo : J-C.A

Vue partielle de l'assistance.

de tendre la main à ses compatriotes afin de s'unir pour la consolidation et la préservation de l'unité nationale et la paix.

"Le Gabon vit un acharnement inqualifiable de la part d'un groupe d'Eurodéputés qui prétendent agir au nom des principes démocratiques, en s'arrogeant le

droit de fouler les principes fondamentaux de la souveraineté nationale", a-t-elle clamé. Non sans avoir précisé que la démarche des eurodéputés est en "total déphasage par rapport à la réalité du processus politique engagé depuis plusieurs mois dans notre pays. Et qui s'est traduit par la

tenu du Dialogue national inclusif et sans tabou avec, à la clé, la formation d'un gouvernement de large ouverture, en attendant la matérialisation prochaine des Actes de ces assises en textes de loi".

Revenant sur la célébration de la Journée internationale de la Paix, l'oratrice a exprimé la réaffirmation et la détermination des militantes de l'UFPDG à œuvrer pour la consolidation de la paix dans un esprit de respect de nos divergences d'opinions. Et leur "soutien sans faille au Distingué camarade, Ali Bongo Ondimba" dans ce sens.

Concluant son propos, Albertine Tsamion a souhaité que cette célébration de la paix soit une "source d'épanouissement individuel et collectif, afin que notre pays poursuive son chemin vers le développement pour le plus grand bien de ses enfants".

La CNR soutient les parlementaires européens

M.A.M

Libreville/Gabon

REAGISSANT, comme d'autres camps politiques, à la résolution du Parlement européen sur la situation politique au Gabon, la Coalition pour la nouvelle République (CNR), regroupement politique soutenant l'opposant Jean

Ping, a dit, dans un communiqué de presse parvenu à notre Rédaction, accueillir "favorablement" les dispositions de ladite résolution.

Pour cette Coalition qui regroupe plusieurs partis, associations et personnalités politiques, "par ce vote historique, le peuple gabonais se voit ainsi confronté dans la confiance qu'elle place dans les idéaux de la communauté internationale". Occasion pour la

CNR de donner les raisons de cette résolution. "A la différence de la première résolution, rapporte le communiqué de la CNR, celle du 14 septembre est justifiée par le constat d'une dégradation progressive très préoccupante de la situation sécuritaire et de la violation systématique des engagements et principes des traités internationaux auxquels le Gabon est lié". Ainsi, la CNR a dit s'associer à l'UE pour solliciter,

indique le communiqué, "l'inscription, dans les meilleurs délais, de la situation gabonaise à l'ordre du jour de toutes les instances internationales : l'Onu, l'UA, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, l'Assemblée parlementaire ACP-UE". Tout comme, elle a exhorté les autres acteurs de la communauté internationale associés par l'UE, dans "sa démarche, à contribuer à la lutte du peuple gabonais (...)".

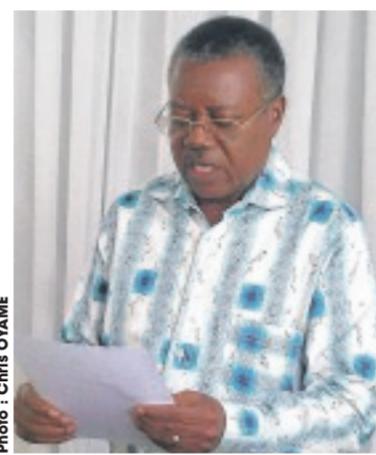


Photo : Chris OYAME

Vincent Moulengui Boukosso, porte-parole de la CNR.